

# Situation économique des entreprises du Puy-de-Dôme

Bilan de l'année 2022

Perspectives du 1er semestre 2023



# EDITO

## Rien n'est perdu, mais rien n'est gagné non plus !

L'année 2022 aura finalement été plutôt une bonne année pour l'activité économique, malgré les crises et tensions en tout genre.

Portée par l'élan de 2021 et un 1er semestre très dynamique, l'année se termine sur des résultats globalement satisfaisants, aussi bien en valeur qu'en volume d'activité. Mais la frénésie de sortie de la Covid s'est accompagnée de nombreuses tensions sur les approvisionnements, la main d'œuvre, ... avec pour corollaire des effets inflationnistes sur les prix des matières premières et les salaires.

Le conflit russo-ukrainien a également renforcé les difficultés sur les marchés et a généré, en plus des hausses de prix sur l'énergie, incertitude et baisse de moral chez les consommateurs.

Confrontées aux hausses des charges courantes, les entreprises ont rogné sur leurs marges, déjà faibles, pour ne pas pénaliser davantage la demande. Une stratégie de court terme qui pourrait s'entendre mais qui se heurte à des trésoreries déjà exsangues et obère leur capacité de financement. Et ce, d'autant plus que beaucoup doivent rembourser les PGE contractés pendant la crise sanitaire. Moins de capacité d'emprunt, moins de ressources propres, plus de charges, ... tout ceci se répercute sur la capacité d'investissement et de financement de l'avenir.

Entre découragement et comptes "dans le rouge", de nombreux chefs d'entreprise se retrouvent aujourd'hui au pied du mur et s'interrogent sur la pérennité de leur entreprise. Mais depuis des mois, les prévisions sont bousculées par la réalité. Entre prudence, crainte de l'avenir et un ras-le-bol général, les ménages arbitrent entre épargne de précaution et dépenses pour se faire plaisir. Et au final, tout peut basculer, dans un sens, comme dans l'autre. Tout dépendra de la capacité à recréer confiance et sérénité pour faire redescendre les multiples pressions qui pèsent sur l'économie.



### SOMMAIRE

En synthèse .....	3
Bilan : l'activité et l'emploi.....	4
Bilan : les investissements et la trésorerie.....	5
Perspectives : l'activité et l'emploi.....	6
Perspectives : les investissements et la trésorerie.....	7
Contexte économique actuel.....	8
Profil des entreprises répondantes .....	11

## BILAN DE L'ANNEE 2022 ET PERSPECTIVES DU 1ER SEMESTRE 2023

### 2022 restera une bonne surprise pour l'économie du Puy-de-Dôme.

Près de **la moitié des entreprises** répondantes (48%) a constaté une **hausse de son activité** sur l'ensemble de l'année 2022. Des résultats plutôt satisfaisants au regard des prévisions des entreprises, lors de l'enquête de septembre dernier, qui annonçaient un ralentissement de l'activité sur fond de crise énergétique, d'inflation et de moral en berne.

On ne peut pas nier que ces trois facteurs aient eu un impact important sur certains secteurs d'activité, ou sur certaines entreprises d'un même secteur, mais l'analyse n'est pas aussi linéaire qu'il y paraît. Et si pour certaines entreprises la situation reste très tendue, au global, et dans la dynamique d'un très bon 1<sup>er</sup> semestre, 2022 affiche un bilan d'activité moins noir que prévu.

Certes, le développement a été ralenti par les hausses des coûts et les difficultés d'approvisionnement, de recrutement, de financement. Certes, les niveaux d'activité d'avant Covid n'ont pas été retrouvés dans certains secteurs. Mais **l'emploi s'est maintenu dans la majorité des entreprises**, et beaucoup auraient même souhaité l'accroître si les tensions sur le marché du travail n'avaient pas été si fortes.

Point faible de l'année écoulée : **les trésoreries des entreprises souffrent**, plombées par les hausses des charges courantes (salaires, énergie, matières premières et autres intrants) et l'incapacité des entreprises à les répercuter totalement sur les prix de vente. Face à une demande atone, **les entreprises ont encore une fois tiré sur leurs marges**. Couplés à des taux d'endettement élevés, au nécessaire remboursement des PGE, **les capacités de financement des entreprises s'amenuisent et, avec elles, leur capacité à financer investissements et croissance**.

### Malgré une bonne tenue de l'activité, le climat ambiant et les prévisions 2023 restent sombres.

Un contexte morose, de nombreuses incertitudes empêchant les chefs d'entreprise de se projeter, un manque de visibilité élevé... l'indicateur mesurant le moral des entrepreneurs stagne à un niveau bas en ce début d'année (en moyenne à 4,2/10).

Une morosité qui rejaillit sur les perspectives pour le 1<sup>er</sup> semestre. Une entreprise sur 3 prévoit des **baisses de son chiffre d'affaires** et à peine une sur 4 des hausses. Les **trésoreries**, déjà très tendues, devraient **continuer de se dégrader** (35% des entreprises anticipent des réductions et seulement 10% espèrent une hausse). Dans un contexte peu favorable, **les investissements devraient eux aussi diminuer** (solde d'opinion de -15 points). Seul **le marché de l'emploi devrait se maintenir**, en dépit des difficultés dont témoignent les entreprises pour recruter.

### Des spécificités sectorielles par rapport aux tendances régionales et nationales.

Selon la dernière Grande Consultation des Entrepreneurs réalisée par OpinionWay pour CCI France, La Tribune et LCI, la construction serait dans le rouge pour ce qui concerne les prévisions d'investissement. **Dans le Puy-de-Dôme, le BTP est, à l'inverse, le seul secteur qui ne compte pas réduire ses investissements mais les maintenir**. Les futurs gros chantiers à venir sur le territoire, et en particulier au sein de la Métropole clermontoise, devraient mobiliser les effectifs et les ressources de ce secteur. Ces différents projets devraient également permettre au BTP de garder une activité soutenue : c'est le secteur qui prévoit le plus de hausses et le moins de baisses (solde d'opinion : +14 points).

Parmi les nombreuses difficultés auxquelles les entreprises doivent faire face, **recruter du personnel est le troisième frein au développement des entreprises du Puy-de-Dôme** (mentionné par 40% des répondants). Mais, dans l'ensemble, celles-ci s'en sortent relativement mieux qu'ailleurs en Auvergne-Rhône-Alpes où, d'après l'enquête Banque de France, plus d'un chef d'entreprise sur deux a indiqué avoir des difficultés de recrutement. Néanmoins, par secteur, les ressentis varient fortement : l'industrie et le BTP subissent plus fortement ces difficultés sur notre territoire que dans la région, alors que, pour les services, les entreprises du département s'en sortent mieux (42% des entreprises de services indiquent des difficultés de recrutement contre 56% en région).

L'économie est donc toujours confrontée à de nombreuses difficultés. Entre hausse des prix des matières premières et hausse du coût de l'énergie, les risques pour la pérennité des entreprises doivent être sérieusement considérés. **Aujourd'hui, une entreprise sur trois s'interroge sur l'arrêt son activité, notamment dans les secteurs du commerce et de la restauration**.

Les situations dramatiques existent et s'accroissent, en lien avec les coûts de l'énergie notamment. Mais depuis la sortie de la crise sanitaire, on ne fait qu'attendre le pire et il ne s'est toujours pas produit. Le nombre de défaillances d'entreprises augmente, mais reste en deçà de ce qu'il était avant 2019. Alors même que tous les signaux sont dans le rouge, semestre après semestre, n'est-ce pas justement le signe que le tissu économique continue de résister, n'est-ce pas le signe que les actions d'accompagnement arrivent à temporiser les effets ? **Continuons de soutenir les entreprises et faisons-leur confiance ; elles sauront surmonter ces crises**.

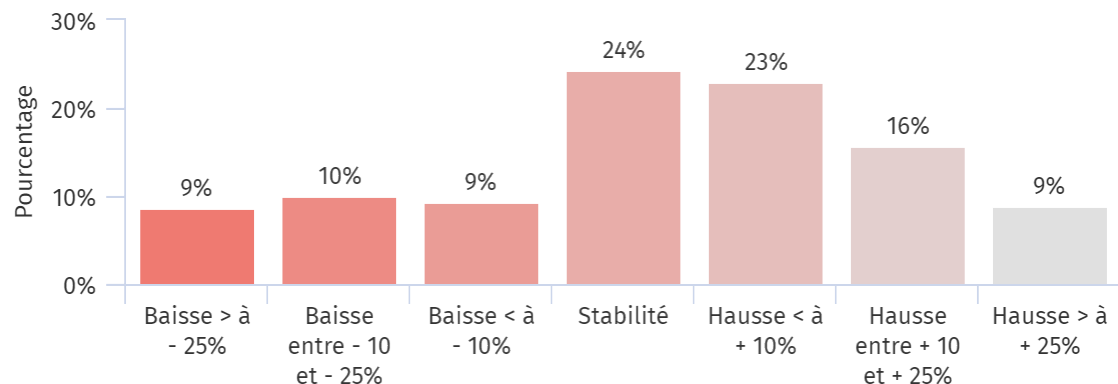


# BILAN : L'ACTIVITE ET L'EMPLOI

## Activité économique soutenue dans le Puy-de-Dôme

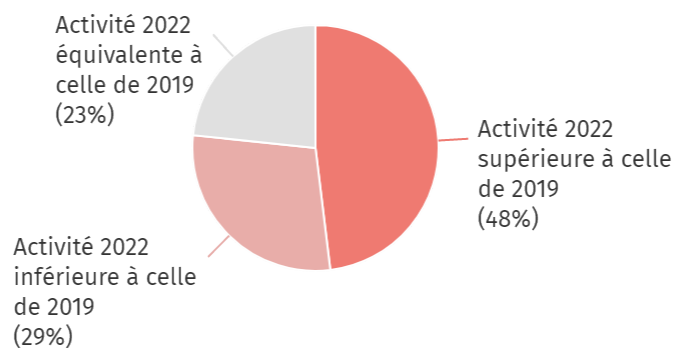
(Evolution du chiffre d'affaires - période évaluée : 2022 par rapport à 2021)

Réponses effectives : 590



La majorité des entreprises a retrouvé un niveau d'activité semblable ou supérieur à celui d'avant la crise Covid

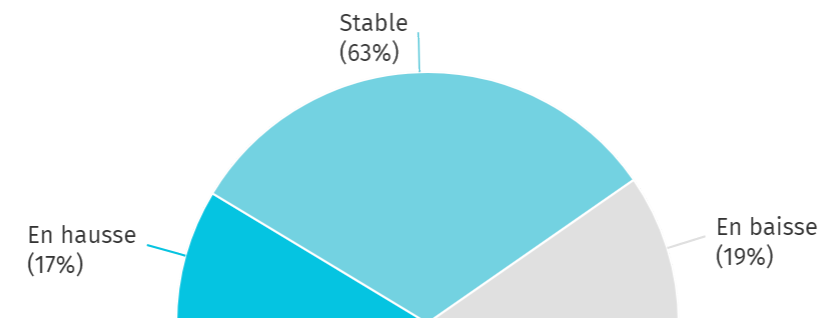
Réponses effectives : 574



## Stabilité des effectifs dans près de 2 entreprises sur 3 en 2022

(Evolution des effectifs - période évaluée : 2022 par rapport à 2021)

Réponses effectives : 549



Part des entreprises (ensemble des répondants) indiquant :

- Une hausse du CA : 48%
- Une baisse du CA : 28%
- Une stabilité du CA : 24%
- Une hausse des effectifs : 17%
- Une baisse des effectifs : 19%
- Une stabilité des effectifs : 63%

Globalement, en 2022, l'activité économique aura enregistré des résultats satisfaisants, portés par la dynamique de 2021 et la sortie de la crise sanitaire. En effet, près de la moitié des répondants ont déclaré des chiffres d'affaires en hausse en comparaison avec 2021 (taux d'opinion positif : +20 points).

67% des entreprises qualifient aujourd'hui leur niveau d'activité comme "normal" au regard de leurs capacités de production. 10% s'estiment en "suractivité" et 23% tournent en sous régime. Des pourcentages qui varient sensiblement d'un secteur à l'autre : le BTP et l'industrie sont les secteurs où l'on compte le plus d'entreprises en "suractivité" (21% et 17% respectivement). CHR, négoce et commerces de détail étant ceux qui déclarent le plus être en sous-activité (25%, 24% et 24% des répondants). Une sous-activité induite, selon les secteurs, principalement par le manque de personnel (BTP), les difficultés d'approvisionnements (négoce, BTP), le coût de l'énergie (CHR, industrie), la faiblesse de la demande (commerces de détail).

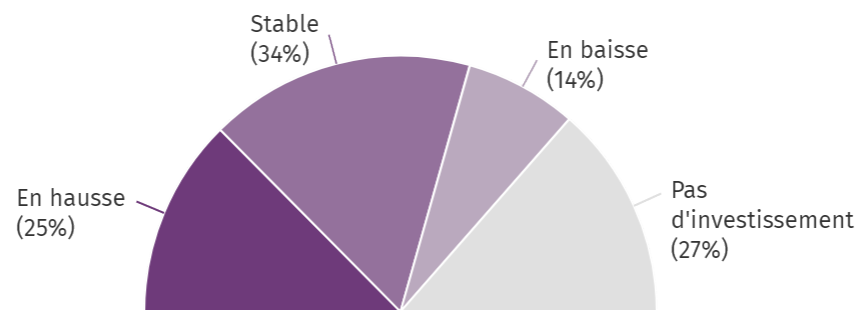
Malgré l'accumulation de ces difficultés, en 2022, **plus de 70% des entreprises ont retrouvé un niveau d'activité équivalent ou supérieur à ce qu'il était en 2019**. Mais tous les secteurs ne sont pas logés à la même enseigne : l'industrie, le commerce de gros et le BTP ont largement dépassé leur niveau d'avant 2019. Pour les autres secteurs, les conséquences de la période Covid restent encore prégnantes et les niveaux d'activité ne sont pas encore retrouvés.

# BILAN : LES INVESTISSEMENTS ET LA TRESORERIE

## Plus d'une entreprise sur quatre n'a pas investi en 2022

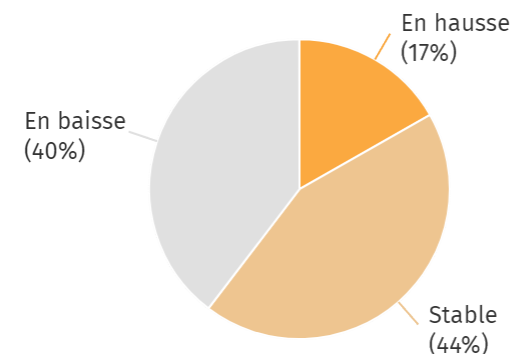
(Evolution des investissements - période évaluée : 2022 par rapport à 2021)

Réponses effectives : 572



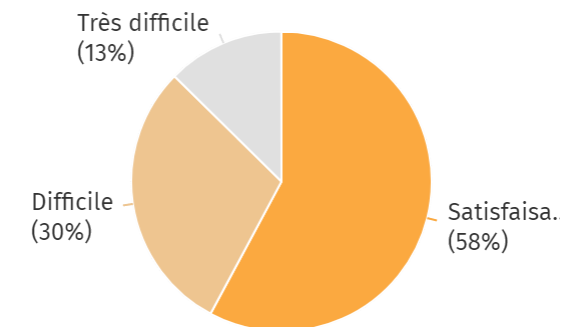
## Bilan 2022 de la trésorerie

(Evolution de la trésorerie - période évaluée : 2022 / à 2021)

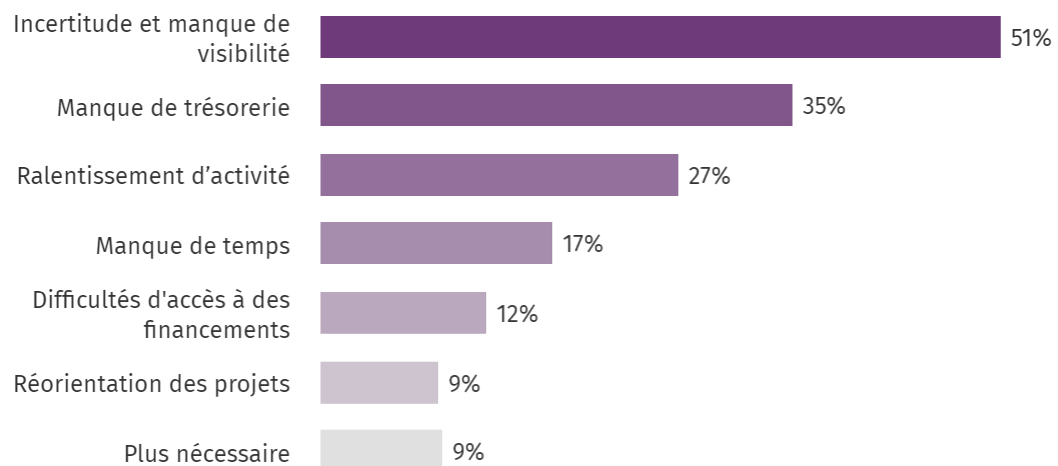


## Etat actuel de la trésorerie

Réponses effectives : 555



## Motifs de non réalisation des investissements prévus



Plusieurs réponses possibles

## Difficile pour les entreprises du Puy-de-Dôme de stabiliser leur trésorerie dans le contexte actuel.

Parmi les principales difficultés qui grèvent leur trésorerie, les dirigeants mentionnent :

- 1/ l'augmentation du coût des charges courantes (citée par 66% des répondants)
- 2/ l'insuffisance de chiffre d'affaires.

Mais les problèmes ne sont pas les mêmes, ou ne sont pas cités dans les mêmes proportions, d'un secteur d'activité à un autre :

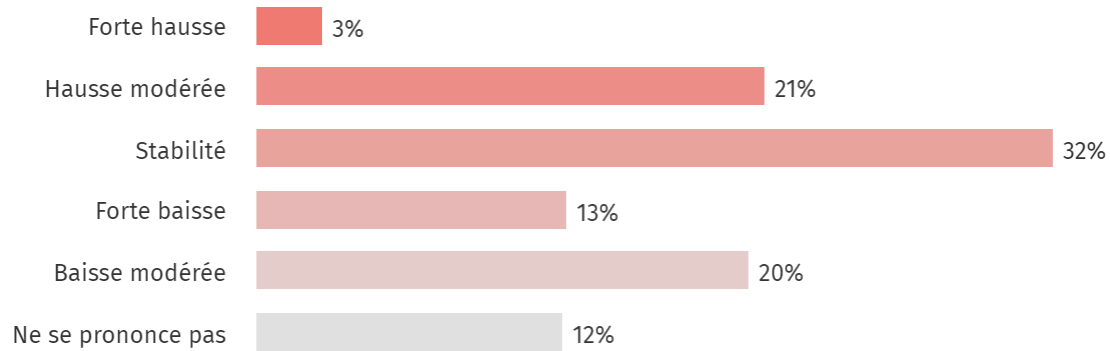
- Dans le **BTP**, 83% des dirigeants subissent des difficultés liées à l'augmentation des coûts des charges courantes et 50% à l'allongement des délais de règlement des clients.
- Dans **l'industrie**, les situations varient d'une entreprise à une autre. La principale difficulté reste l'augmentation des coûts des charges courantes, suivie de très près par les problèmes de marge (41%), la nécessité d'augmenter les stocks (41%), le remboursement du PGE (41%), l'insuffisance du CA (38%)...
- Dans le **commerce de gros**, 78% citent la hausse des coûts des charges courantes et 56% celle des salaires.
- Du côté des **détailants**, les 3/4 d'entre eux mentionnent l'insuffisance du CA en première cause de difficulté.
- Dans le secteur des **services**, les raisons de la dégradation des trésoreries sont les mêmes que celles de l'ensemble des répondants.

# PERSPECTIVES : L'ACTIVITE ET L'EMPLOI

## Disparité de l'activité économique d'une entreprise à une autre

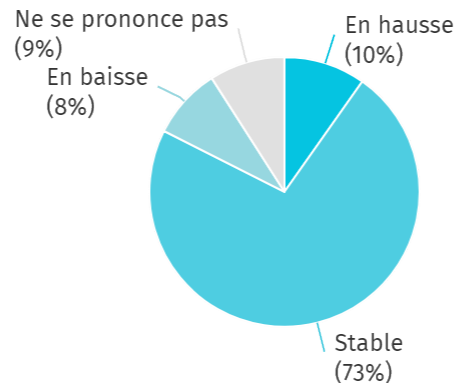
(Evolution du chiffre d'affaires - période évaluée : 1er semestre 2023 par rapport à la même période de l'année précédente)

Réponses effectives : 590



## Les effectifs devraient rester stables au 1er semestre 2023

(Evolution des effectifs - période évaluée : 1er semestre 2023 par rapport à la même période de l'année précédente)



## Concernant l'activité au 1er semestre 2023 :

Part des entreprises (ensemble des répondants) envisageant :

- Une hausse de leur CA : 24%
- Une baisse de leur CA : 33%
- Une stabilité de leur CA : 32%

Les perspectives sont atones, perturbées par des facteurs internes et externes (inflation, hausses du coût de l'énergie et des matières premières, conflit social...).

Seule la **construction** mise sur davantage de hausses d'activité que de baisses (solde d'opinion : +14 points).

Le **commerce** est le secteur le plus pessimiste : il prévoit davantage de baisses que tous les autres secteurs et le moins de hausses par rapport aux autres.

## Concernant les effectifs pour le 1er semestre 2023 :

Part des entreprises (ensemble des répondants) envisageant :

- Une hausse des effectifs : 10%
- Une baisse des effectifs : 8%
- Une stabilité des effectifs : 73%

Stabiliser ses emplois reste l'objectif n°1, à défaut de pouvoir les accroître comme le souhaiteraient les entreprises.

Difficultés de recrutement, hausse des salaires, taux de chômage relativement bas pénalisent les entreprises qui souhaitent se développer.

L'industrie est un secteur en forte demande de recrutements. C'est celui qui prévoit le plus d'embauches par rapport à la moyenne des entreprises du Puy-de-Dôme (solde d'opinion : +11 points).

Les autres secteurs misent sur la préservation de leurs effectifs actuels.



# CONTEXTE ECONOMIQUE ACTUEL

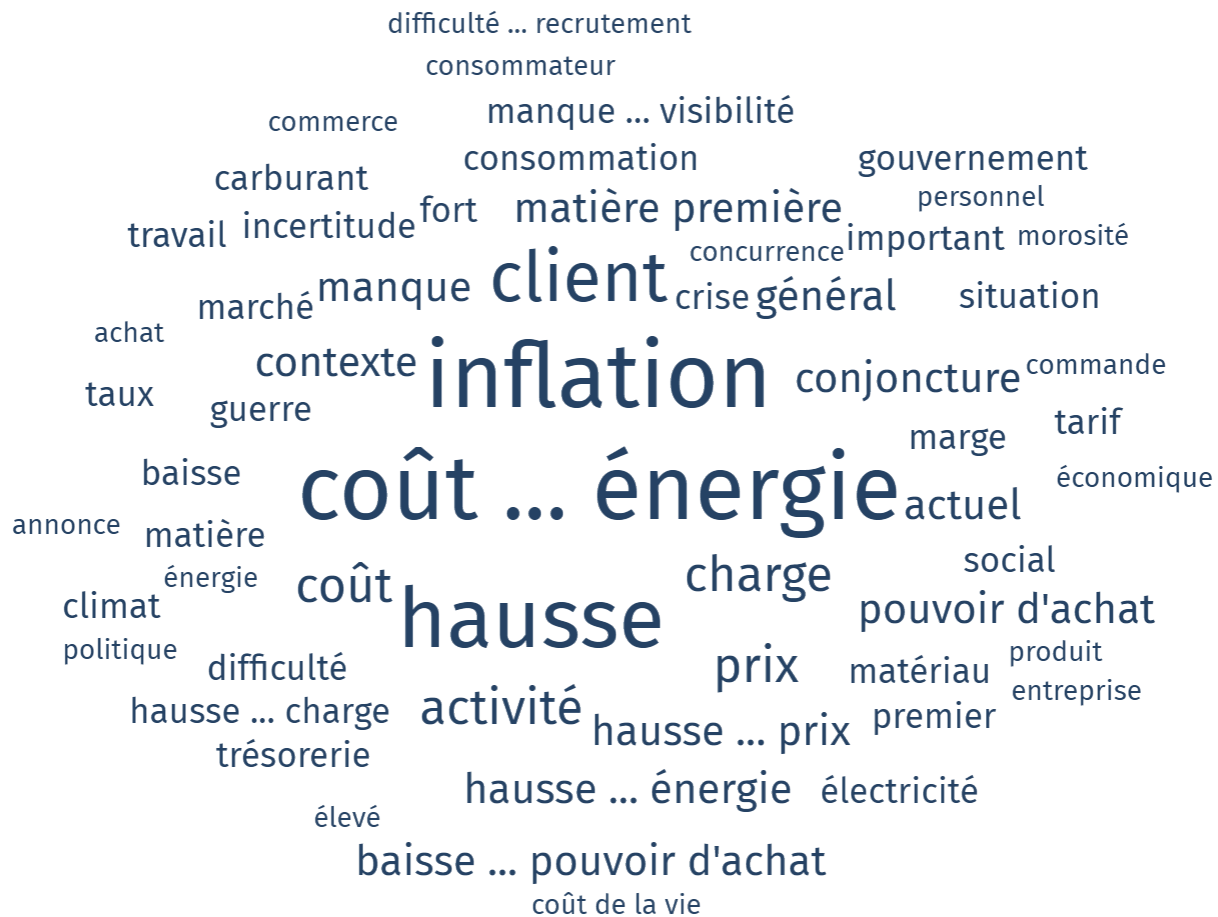
Quelles sont les raisons qui vous rendent optimiste ?

(Verbatim des réponses par nombre de citations)



Quelles sont les raisons qui vous rendent pessimiste ?

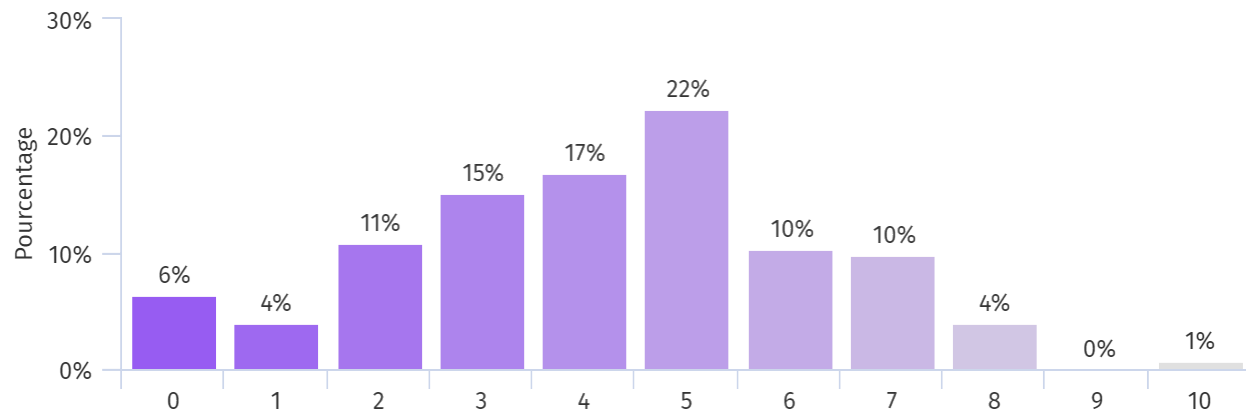
(Verbatim des réponses par nombre de citations)



L'état d'esprit des chefs d'entreprises traduit les difficultés actuelles

(0 très inquiet - 10 très optimiste)

Réponses effectives : 541



3 entreprises sur 4 se déclarent pessimistes.

Beaucoup d'entreprises sont inquiètes en raison du coût actuel ou à venir de l'énergie. La période de forte incertitude que nous vivons entraîne un grand manque de visibilité, ralentissant la consommation des ménages et impactant ainsi l'activité des entreprises.

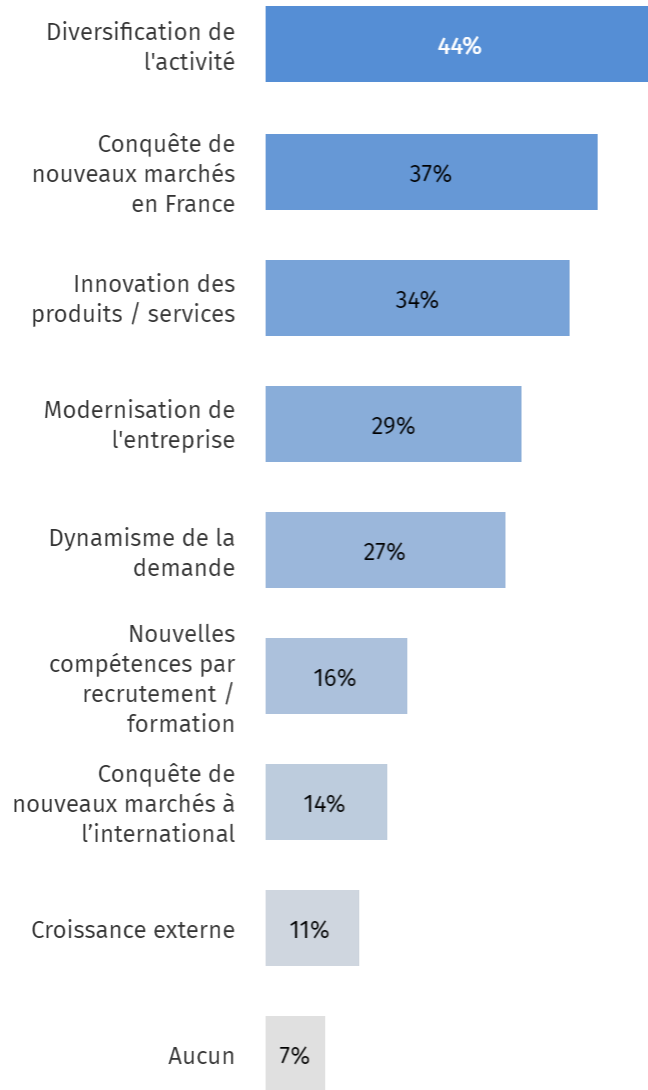
Parmi les plus optimistes, on retrouve, pour l'essentiel, des entreprises de l'industrie et de la construction.



# CONTEXTE ECONOMIQUE ACTUEL ET IMPACT SUR LA PERENNITE DES ENTREPRISES

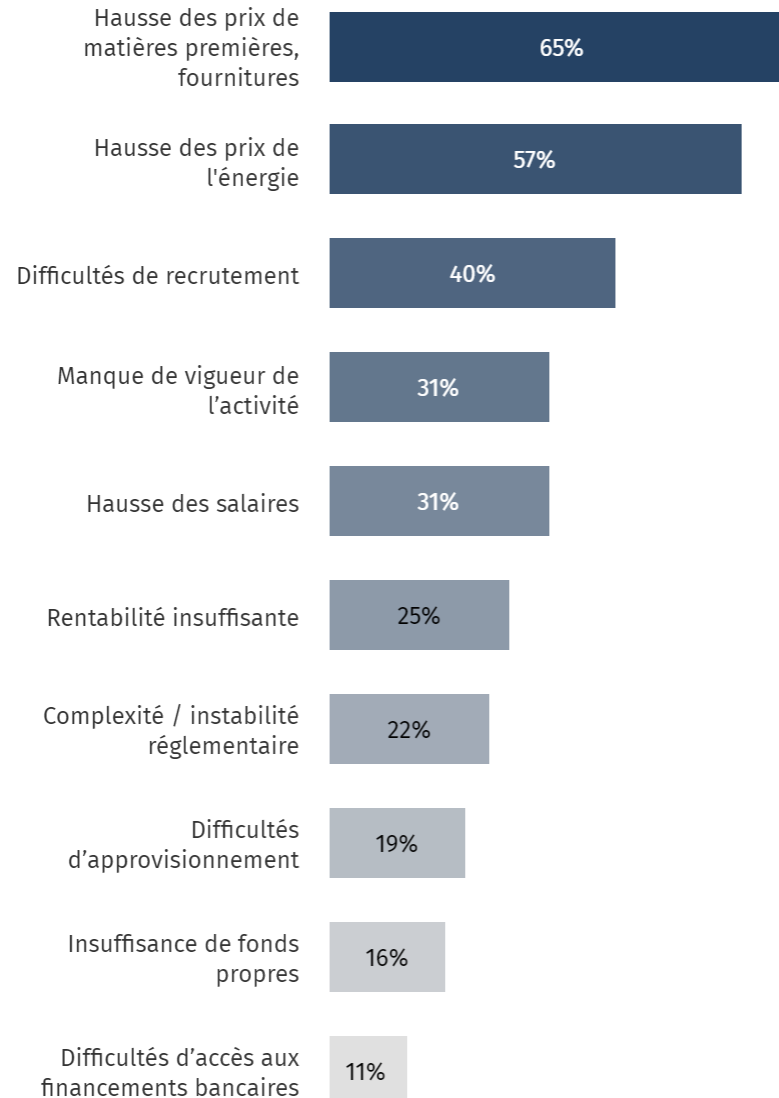
## Les leviers au développement de l'activité

Réponses effectives : 457



## Les freins au développement des entreprises

Réponses effectives : 509



Plusieurs réponses possibles

## Concernant les leviers :

Au global, les leviers à disposition des chefs d'entreprises pour rebondir se resserrent sur l'interne :

- des actions sur leur entreprise (diversification, amélioration de la performance, modernisation ex. digitalisation, ...)
- la conquête du marché français.

L'export ne fait plus recette :

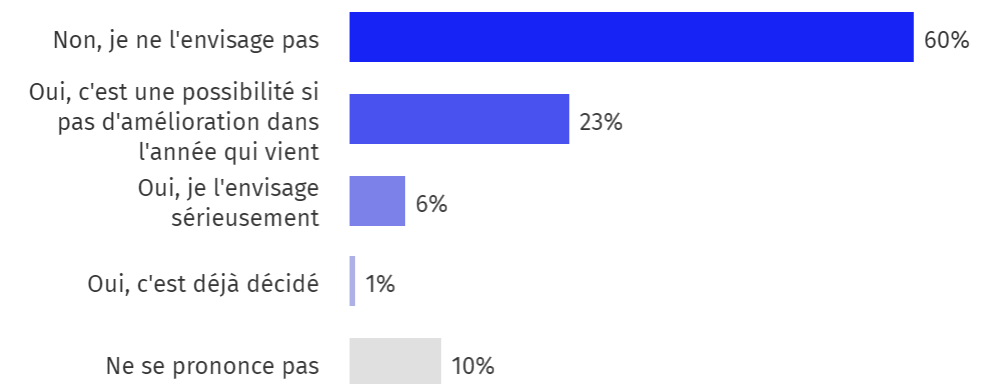
- des marchés se sont fermés en raison du conflit entre l'Ukraine et la Russie
- les entreprises subissent une perte de compétitivité liée notamment au coût de l'énergie
- les tendances protectionnistes se renforcent.

## Concernant les freins :

La hausse des prix des matières premières et de l'énergie fragilise la situation financière des entreprises et leur pérennité. 1 sur 4 déclare que sa rentabilité est insuffisante. Parmi celles-ci, 67% ont en effet vu leurs marges diminuer (47% modérément ; 20% fortement). Cette réduction de marges pénalise gravement 36% des entreprises et notamment leur capacité de financement de leur développement.

Confrontés au remboursement des PGE et à des taux d'endettement élevés, 11% des répondants annoncent avoir des difficultés d'accès aux financements bancaires. Parmi eux, plus de la moitié s'est vu refuser des prêts bancaires.

**30% des entreprises envisagent d'arrêter leur activité** (voir graphique ci-dessous).



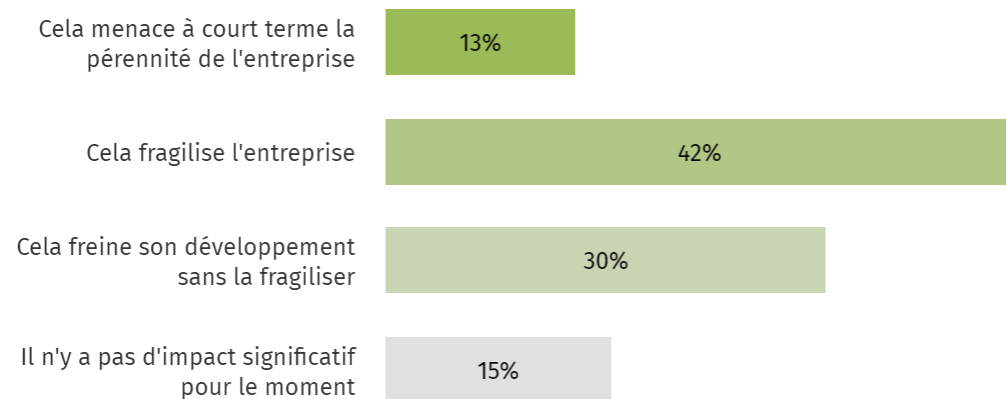
Parmi les répondants ayant déclaré avoir déjà pris leur décision ou l'envisageant sérieusement :

- 41% sont des commerces de détail (15% de ceux qui se sont prononcés)
- 32% sont des entreprises de l'hôtellerie restauration (20% de ceux qui se sont prononcés)
- 89% sont des entreprises de moins de 20 salariés.

# CONTEXTE ECONOMIQUE ACTUEL : FOCUS CRISE ENERGETIQUE

## Situation des entreprises concernant le coût de l'énergie utilisé

Réponses effectives : 287



La crise énergétique inquiète et impacte fortement les chefs d'entreprise. Globalement, 57% des répondants se disent freinés dans leur développement en raison des hausses de coût de l'énergie qu'ils subissent. Parmi ceux-ci, **26% ont vu leur facture d'énergie plus que doubler en un an** par rapport à janvier 2022.

En terme de secteurs, les **industriels** sont les plus fortement touchés par ces hausses : 43% ont vu leur facture doubler, voire plus, en un an. En terme de tailles d'entreprises, celles ayant **plus de 20 salariés** sont les plus impactées (41% des répondants). Des évolutions très sensibles aux dates de renouvellement des contrats et au pouvoir de négociation de chaque entreprise.

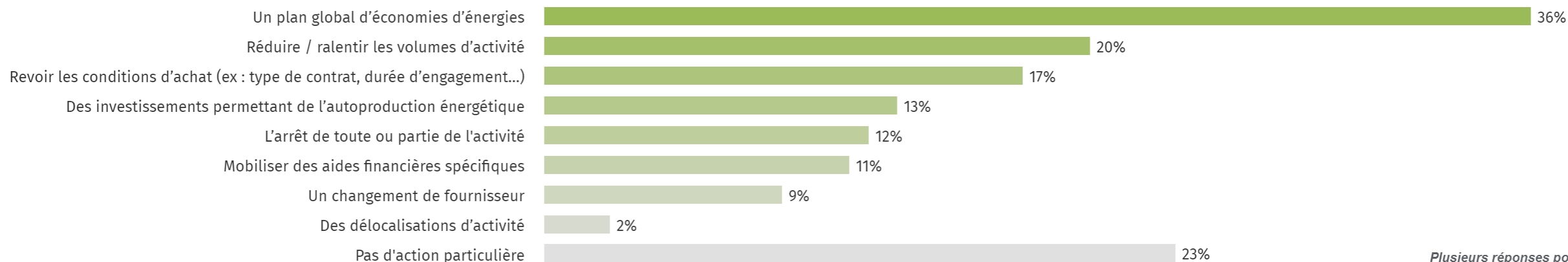
Si des coupures électriques sur un créneau de quelques heures devaient avoir lieu (telles que prévues dans les éventuels plans de délestage), 40% des entreprises seraient gravement pénalisées par ces mesures (53% des entreprises de plus de 50 salariés). Dans le secteur de l'hôtellerie-restauration, cela impacterait gravement près de 60% des répondants.

Lors de la précédente enquête de conjoncture (septembre 2022), plus d'une entreprise sur trois ne prévoyait pas d'action particulière pour faire face aux conséquences de la crise énergétique. Aujourd'hui, elles ne représentent plus qu'1/4 des répondants. **En quelques mois, la proportion d'entreprises souhaitant mettre en place des actions a donc augmenté, mais la part de celles qui ne prévoient rien reste encore trop élevée par rapport aux conséquences subies.** Ce pourcentage varie fortement selon les secteurs (de 9% dans l'industrie à 57% dans le BTP) et selon les tailles d'entreprises (27% dans les moins de 20 salariés, contre 5% dans les plus de 20 salariés).

Insuffisance de fonds pour investir ? Trésorerie trop faible pour engager des actions ? Manque d'informations ou d'accompagnement sur les moyens à disposition pour faire des économies d'énergie ? Sans doute un peu de toutes ces

## Actions envisagées pour pallier aux conséquences de l'augmentation du coût de l'énergie

Réponses effectives : 286

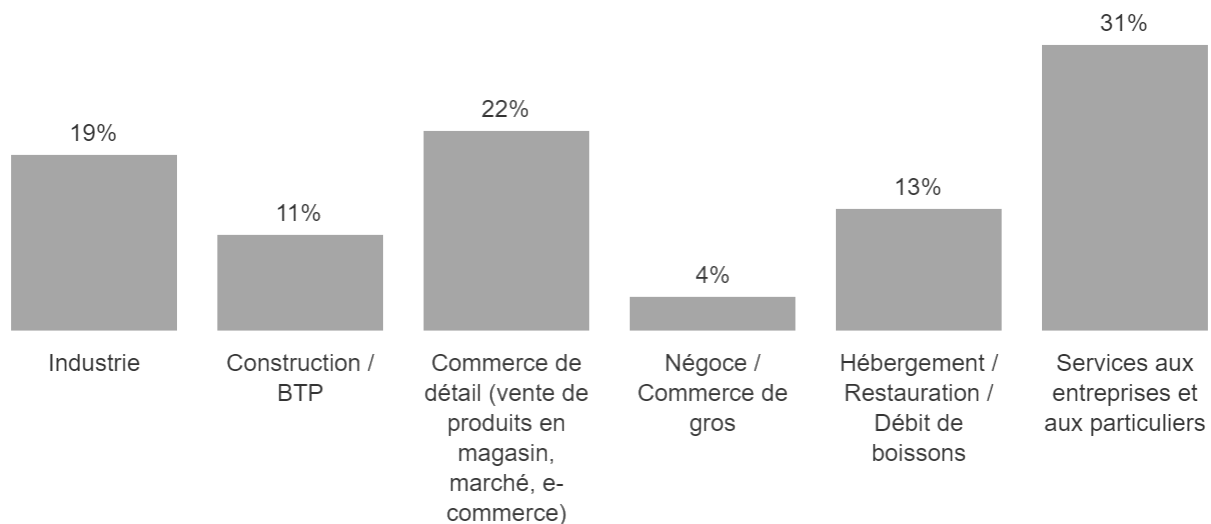


Plusieurs réponses possibles

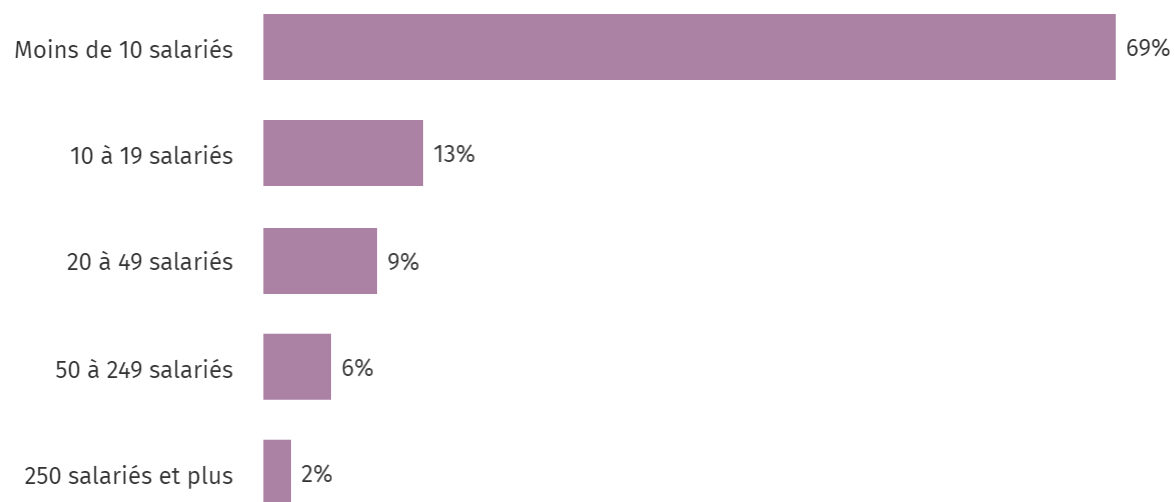
Les analyses de cette page concernent les entreprises ayant déclaré que la hausse des prix de l'énergie était un frein au développement de leur activité.

# PROFIL DES ENTREPRISES REpondANTES

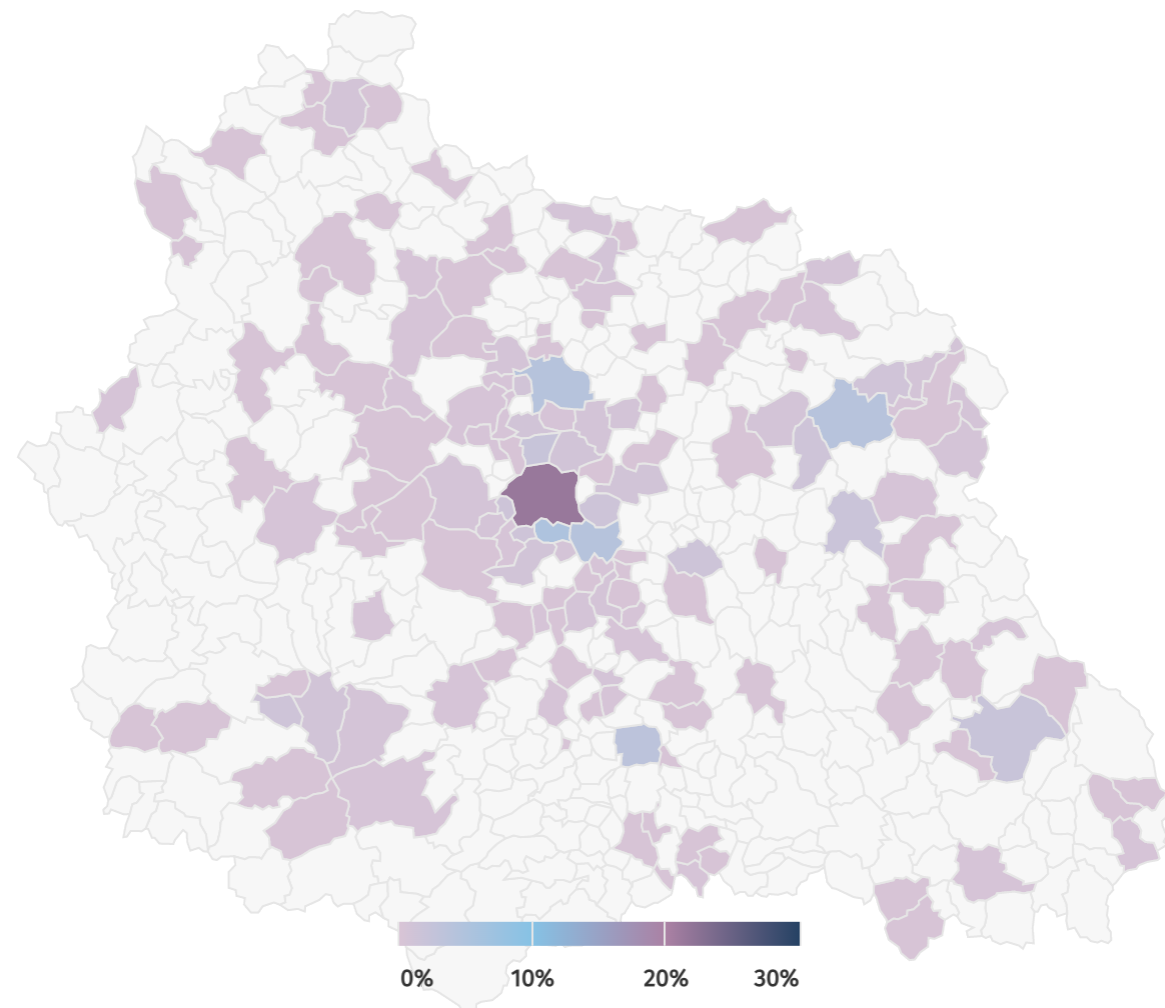
## Répartition par secteur d'activité :



## Répartition par tranche d'effectifs :



## Répartition selon la commune d'implantation :



### METHODOLOGIE

Enquête administrée par mail du 3 au 27 janvier 2023 auprès des entreprises du Puy-de-Dôme (champs ressortissants CCI), tous secteurs d'activité confondus.

**600 répondants.**

Les résultats sont exprimés en % des réponses à chaque question.



**CCI PUY-DE-DÔME**  
**CLERMONT AUVERGNE MÉTROPOLE**

## **Service Appui aux territoires**

etudes@puy-de-dome.cci.fr

T. 04 73 43 43 43

148 boulevard Lavoisier

63000 Clermont-Ferrand

**[www.puy-de-dome.cci.fr](http://www.puy-de-dome.cci.fr)**

